

A Bangui, des «amazones» anti-balaka défendent l'île des Singes

AFP 22 février 2014

Un millier de Centrafricains vivent protégés sur une île par onze miliciens anti-balaka, dont huit femmes, prêtes à se battre



Une "amazone" anti-balaka sur l'île des Singes à Bangui, Centrafrique, le 21 février 2014 (Photo Fred Dufour. AFP)

C'est une île au milieu de l'Oubangui, le fleuve qui sépare Bangui de la République démocratique du Congo. Un millier de Centrafricains vivent là, protégés par 11 miliciens anti-balaka. Parmi eux, huit femmes au crâne rasé arborent fièrement des machettes.

Elles se tiennent légèrement en hauteur sur la côte nord de l'île des Singes, certaines debout, d'autres couchées sur des nattes devant la petite hutte de terre servant de poste d'observation. Elles font des tours de garde. Huit femmes, certaines en treillis, sur les 11 anti-balaka qui «défendent» l'île.

Yollande Bravo a 19 ans. Son maillot de corps à larges mailles laisse entrevoir son soutien-gorge turquoise. Elle porte un pantalon de treillis beige. Elle est anti-balaka depuis trois mois. «J'ai décidé de rejoindre les anti-balaka quand les Séléka ont tué mon grand frère, le 5 décembre», dit-elle.

Cela faisait déjà plusieurs mois que régnait la terreur imposée par les combattants de la Séléka, mouvement à dominante musulmane qui avait pris le pouvoir en mars 2013 en renversant le président François Bozizé.

Et ce jour-là, le 5 décembre, des anti-balaka, ces milices d'autodéfense issues à l'origine de zones rurales majoritairement chrétiennes, ont mené une attaque vengeresse, initiant un nouveau cycle de vengeance et de représailles interreligieuses, quelques heures à peine avant le déclenchement de l'opération militaire française «Sangaris».

«Les Séléka ont frappé mon petit neveu de 12 ans avec la crosse d'un fusil. J'étais obligée de rejoindre les anti-balaka», raconte Yollande.

En signe de reconnaissance, les huit femmes se sont rasé le crâne en rejoignant la milice. «Nous venons de différents quartiers. Nous sommes toutes victimes de Séléka d'une façon ou d'une autre», assure-t-elle.

- «Je suis ici car ici c'est dangereux» -

Les miliciennes et leurs collègues masculins veillent sur les quelques centaines de familles habitant ici et sur ceux venus trouver refuge sur cette île, épargnée par les violences ces dernières semaines.

Joanna Indien a 20 ans. Elle porte un maillot orange et un short. Elle explique que son mari a été tué par les Séléka. Elle a trois enfants qu'elle a confiés à sa mère qui vit à Bimbo, une commune de Bangui.

«Ils me manquent mais je suis bien obligée de défendre mon pays. A Bimbo il y a la sécurité. Je suis ici car ici c'est dangereux», lance-t-elle au milieu des oies qui déambulent sur le sol en terre battue de l'île des Singes.

Sous le regard bienveillant de leur chef, un homme coiffé d'un bonnet rouge se faisant appeler «Golf», les huit femmes clament qu'elle n'ont pas peur. «Je veux me venger des Séléka. Je suis prête, je suis décidée», déclare Yollande.

Depuis une semaine qu'elle sont en poste ici, elles n'ont pas eu à se battre.

- «Les amazones» -



La milice des femmes anti-balaka de l'île des Singes. (Fred Dufour - AFP)

Jean-Anatole Koualet, un cultivateur de 59 ans vivant sur l'île, a été «très surpris» quand il a vu arriver «ces filles», il y a une semaine. «Elles font des rondes de nuit pour nous protéger». Il les appelle «les amazones». Et estime que «hommes ou femmes, ça ne fait pas de différence, depuis nous sommes en paix».

Le vieil homme en chemise blanche raconte la terreur d'avant, depuis mars, quand les rebelles Séléka avaient installé au pouvoir Michel Djotodia, poussé en janvier à la démission par la communauté internationale pour son incapacité à arrêter les tueries.

«Les Séléka m'ont ligoté, tapé. Ils nous traitaient comme des animaux. Ils nous empêchaient même d'aller à la pêche», se souvient-il. Comme tous les habitants, il affirme que des Séléka sont encore de l'autre côté du fleuve, «déguisés», même si la plupart des ex-rebelles ont fui Bangui.

Pour leur mission, les anti-balaka de l'île ne sont pas payés, mais la population les nourrit de feuilles de manioc et de poisson, silures et tilapia.

Des femmes anti-balaka, «il y en a dans chaque section. Certaines ont parcouru 300 ou 400 km pour rejoindre» la milice, affirme le colonel «12 puissances», un des chefs des anti-balaka joint par téléphone.

Selon lui, «ce sont souvent des femmes dont le mari a été tué par les Séléka. Elles sont déterminées à défendre la population».

- BFMTV
- > International
- > Afrique

Centrafrique: à Bangui, des femmes "amazones" défendent l'île des Singes

REPORTAGE - Un millier de Centrafricains vivent protégés sur une île par onze miliciens anti-balaka, dont huit femmes, prêtes à se battre.

A. G. avec AFP - Le 22/02/2014 à 13:48



La milice des femmes anti-balaka de l'île des Singes. (Fred Dufour - AFP)

1 / 1

C'est une île au milieu de l'Oubangui, le fleuve qui sépare Bangui de la République démocratique du Congo. Un millier de Centrafricains vivent là, protégés par 11 [miliciens anti-balaka](#). Parmi eux, huit femmes au crâne rasé arborent fièrement des machettes. Elles se tiennent légèrement en hauteur sur la côte nord de l'île des Singes, certaines debout, d'autres couchées sur des nattes devant la petite hutte de terre servant de poste d'observation. Elles font des tours de garde. Huit femmes, certaines en treillis, sur les 11 anti-balaka qui "défendent" l'île.

Yollande Bravo a 19 ans. Son maillot de corps à larges mailles laisse entrevoir son soutien-gorge turquoise. Elle porte un pantalon de treillis beige. Elle est anti-balaka depuis trois mois. "J'ai décidé de rejoindre les anti-balaka quand les Séléka ont tué mon grand frère, le 5

décembre", dit-elle. La Séléka est un mouvement à dominante musulmane qui a pris le pouvoir en mars 2013, renversant le président François Bozizé.

Le crâne rasé, la machette à la main

Le 5 décembre, des anti-balaka, ces milices d'autodéfense issues à l'origine de zones rurales majoritairement chrétiennes, ont mené une attaque vengeresse, initiant un nouveau cycle de vengeance et de représailles interreligieuses, quelques heures à peine avant le déclenchement de [l'opération militaire française "Sangaris"](#). "Les Séléka ont frappé mon petit neveu de 12 ans avec la crosse d'un fusil. J'étais obligée de rejoindre les anti-balaka", raconte Yollande.

En signe de reconnaissance, les huit femmes se sont rasées le crâne en rejoignant la milice. "Nous venons de différents quartiers. Nous sommes toutes victimes de Séléka d'une façon ou d'une autre", assure-t-elle. Les miliciennes et leurs collègues masculins veillent sur les quelques centaines de familles habitant ici et sur ceux venus trouver refuge sur cette île, épargnée par les violences ces dernières semaines.

Des amazones sans peur

Joanna Indien a 20 ans. Elle porte un maillot orange et un short. Elle explique que son mari a été tué par les Séléka. Elle a trois enfants qu'elle a confiés à sa mère qui vit à Bimbo, une commune de Bangui. "Ils me manquent mais je suis bien obligée de défendre mon pays. A Bimbo il y a la sécurité. Je suis ici car ici c'est dangereux", lance-t-elle au milieu des oies qui déambulent sur le sol en terre battue de l'île des Singes. Sous le regard bienveillant de leur chef, un homme coiffé d'un bonnet rouge se faisant appeler "Golf", les huit femmes clament qu'elle n'ont pas peur. "Je veux me venger des Séléka. Je suis prête, je suis décidée", déclare Yollande.

Depuis une semaine qu'elle sont en poste ici, elles n'ont pas encore eu à se battre. Jean-Anatole Koualet, un cultivateur de 59 ans vivant sur l'île, a été "très surpris" quand il a vu arriver "ces filles", il y a une semaine. "Elles font des rondes de nuit pour nous protéger". Il les appelle "les amazones". Et estime que "hommes ou femmes, ça ne fait pas de différence, depuis nous sommes en paix". Pour leur mission, les anti-balaka de l'île ne sont pas payés, mais la population les nourrit de feuilles de manioc et de poisson, silures et tilapia.

Le vieil homme en chemise blanche raconte la terreur d'avant, depuis mars, quand les rebelles Séléka avaient installé au pouvoir Michel Djotodia, poussé en janvier à la démission par la communauté internationale pour son incapacité à arrêter les tueries. "Les Séléka m'ont ligoté, tapé. Ils nous traitaient comme des animaux. Ils nous empêchaient même d'aller à la pêche", se souvient-il. Comme tous les habitants, il affirme que des Séléka sont encore de l'autre côté du fleuve, "déguisés", même si la plupart des ex-rebelles ont fui Bangui.

<http://www.bfmtv.com/international/centrafrique-a-bangui-femmes-amazones-defendent-lile-singes-717860.html>

RCA : la crise nuit gravement au commerce local

par RFI



L'insécurité régnant sur les routes a rendu les approvisionnements précaires. RFI

La crise en RCA affecte durement l'économie locale. L'insécurité nuit à l'approvisionnement, les vendeurs n'arrivent pas à renouveler leurs stocks et la population n'a pas assez d'argent pour faire marcher le commerce. Illustration sur le marché de Petovo à Bangui.

Le marché de Petovo bouillonne. De chaque côté de la rue où l'on vend de tout. Ou en tout cas on essaie car, depuis des mois, le climat est loin d'être propice aux affaires. « *Nous vendons des alcools, du vins, tout ça* » explique Maxime, un vendeur de boissons. « *Depuis les événements, il n'y a pas de sécurité en Centrafrique. Il n'y a rien, les gens n'achètent même pas. Personne. On est là tous les jours mais ça ne marche pas, les affaires. Une bouteille, ça coûte 3 500 francs CFA, une autre 7 500. Mais c'est notre ancien stock, nous n'avons rien de nouveau* ».

La route dangereuse et trop chère

Les vendeurs sont donc obligés de puiser dans les fonds de stock. Malgré les efforts de Sangaris et de la MISCA pour sécuriser les routes du Cameroun, les pénuries ne font que croître car la route est trop dangereuse et trop chère. « *Pour les formalités, pour une marchandise d'une valeur de 1 million, vous pouvez peut-être avoir à déboursé 200 000 francs* », indique Maxime. « *Parfois, vous consommez tous vos bénéfices et vous n'avez plus rien. Et, une fois arrivé à Bangui, vous ne pouvez plus augmenter les prix car les gens n'ont pas d'argent pour acheter* », se désole-t-il.

A Petovo, nombreux sont les vendeurs qui travaillaient avant sur le grand marché de Bangui, le quartier PK5, quartier musulman au qu'ils ont quitté depuis des semaines à causes des violences intercommunautaires. Comme ses collègues de la rue, Loris en garde une rancœur tenace : « *Eux non plus ne peuvent pas rentrer. Si les musulmans rentraient jusqu'ici, on ne les laisserait pas, on les*

tuerait ». À Petevo comme ailleurs, l'indispensable désarmement des esprits prendra du temps.

<http://www.rfi.fr/afrique/20140222-rca-crise-nuit-gravement-commerce-local-sangaris-minusca-cameroun-routes/>